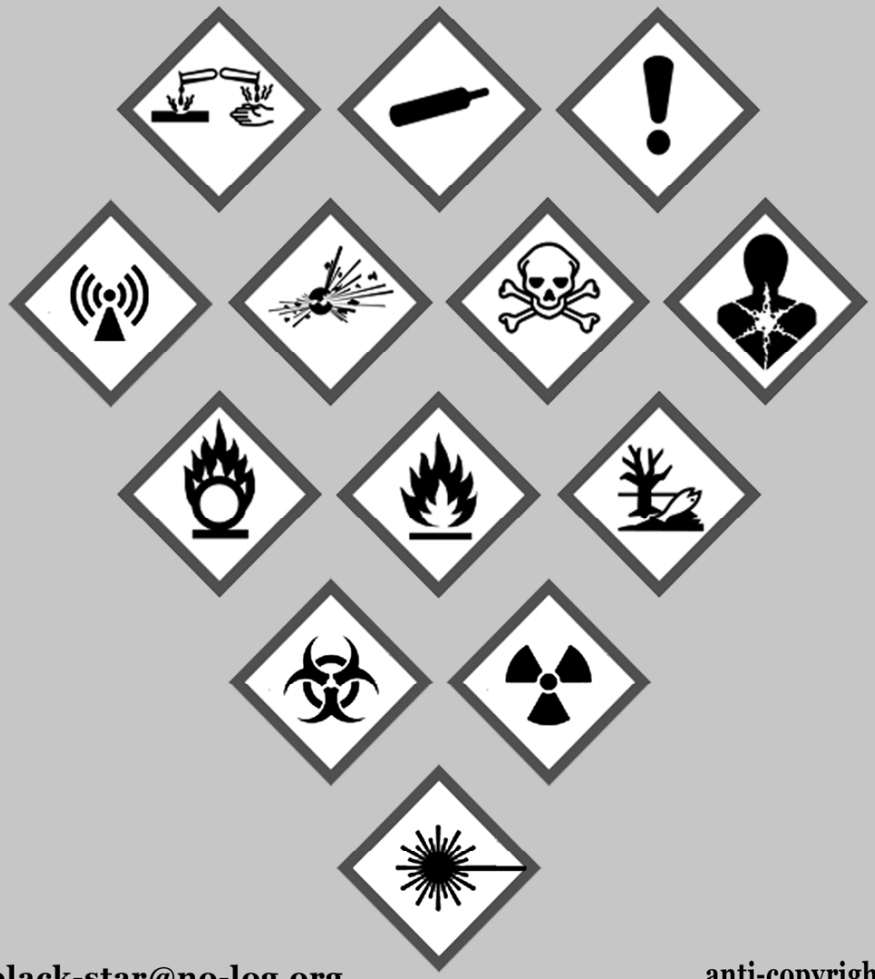
SYNDICALISME & CHIMIOTHÉRAPIE

LE CANCER DE L'INDUSTRIE

“ Ce n'est pas le seul profit capitaliste qui a assassiné des générations d'ouvriers, mais la société industrielle et le parti industriel – scientifiques, patrons, ouvriers et techniciens confondus. Un parti qui s'enkyste dans le déni, y compris face à la réalité la plus brutale. ”



www.piecesetmaindoeuvre.com

black-star@no-log.org

anti-copyright, ★ diffusion recommandée !

Pièces et Main d'œuvre

* * *

SYNDICALISME & CHIMIOTHÉRAPIE

LE CANCER DE L'INDUSTRIE

★ (S)éditions

BLACK-STAR

Les luddites contre le Parti industriel

Campagne présidentielle 2012 : alors que les anti-industriels semblent n'avoir rien à dire et que la verdaille technocratique, dans ses tractations avec le Parti socialiste, brade la fermeture des centrales nucléaires contre des fauteuils de ministres et des sièges de députés, le Parti industriel, du Front national au Front de gauche, affiche son unité autour de la « ré-industrialisation » de la France. Une clameur particulièrement bruyante dans les médias de la « gauche de gauche » : *L'Humanité, Le Monde diplomatique, Alternatives économiques*, ou « Là-Bas si j'y suis ».
Les 4 et 5 avril, l'émission « citoyenne » et « anticapitaliste » de France Inter consacre un reportage à la défense d'Arkema et de son pôle PVC, sans un mot sur le caractère cancérigène de ce produit, par ailleurs éminemment dispensable. Nos emplois valent plus que nos vies. S'ensuit une polémique entre syndicalistes de la chimie et Pièces et Main d'œuvre dont voici trois textes ici rassemblés.

Grignoble / (st)-é, juin 2012
Pour tous commentaires, infos, critiques, remarques, insultes, etc. :

Black-star (S)éditions & Pièces et Main d'oeuvre
black-star@no-log.org www.piecesetmaindoeuvre.com

Anti-copyright, photocoPillage, diffuse !

vocation de « verger de la France ». À condition de dépolluer les sols : une mine d'emplois, à n'en pas douter, nous expliqueront les éco-techniciens Verts.

Les luddites contre le parti industriel

Mieux vaut vivre au jour le jour, de bric et de broc, mieux vaut faire crever sa boîte, que de crever en boîte. Les luddites picards du XIXe siècle le savaient encore. *« Les tisserands opposent à la mécanisation une résistance passive, confinant au sabotage.* […] *La résistance est plus efficace dans le Nord, picard ou flamand. "Le témoignage des fabricants est sur ce point à peu près unanime", rapporte Reybaud d'après une enquête directe vers 1860. "Leurs ouvriers, ont-ils dit* […] *résistent de toutes leurs forces à l'emploi des moyens mécaniques. Une réduction sur les salaires les effraye moins qu'une révolution dans les procédés. Telle serait, assurent-ils, le sentiment qui domine parmi les 200 000 tisserands à bras répandus dans nos provinces du Nord".* […] *La mauvaise volonté, l'irrégularité des travailleurs provoquent la faillite de plusieurs maisons* [36] *».*
Aujourd'hui, les syndicalistes d'Arkema cherchent plutôt les meilleures solutions pour sauver la « maison » qui leur impose ses procédés. Ils sont, eux, les héritiers de ces ouvriers de la fin du XIXe siècle, qui *« ne sont plus foncièrement rebelles, mais des hommes en voie d'intégration au modèle de productivité commun, en définitive, à l'économie bourgeoise et au socialisme "scientifique". Ainsi se soude, et pour longtemps, l'alliance du mouvement ouvrier et de la croissance économique, qui a pour redoutable corollaire le concept d'une révolution dans l'ordre* [37] *».*

Voilà comment les défenseurs du *progrès* technologique, de la chimie à la robotique, sont aujourd'hui peu à peu remplacés en usine par des machines. C'est ainsi que, ayant acquiescé au mouvement de la société techno-industrielle, ils ont *à la fois les nuisances et le chômage*.

Pièces et main d'œuvre
Grenoble, le 1er mai 2012
Fête des travailleurs

[36] Michelle Perrot, *Les ouvriers et les machines en France dans la première moitié du XIXe siècle*, in *Les luddites en France*, collectif, éditions L'Echappée, 2010.
[37] Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève, France, XIXe siècle*, Mouton, 1974, cité in *Les luddites en France.*

Mais voilà que, pour défendre la chimie française, on nous refait le chantage, « si ce n'est nous, d'autres le feront à notre place ». On croit entendre les patrons des labos de nanotechnologies dans leur numéro de défausse. Les collabos n'imaginent jamais qu'on puisse résister. Que cela fasse une différence, au bout du compte, d'acquiescer ou de refuser. Il y quelque indécence à beugler « Résistance ! Résistance ! » en meeting ou en manif', à convoquer en toutes occasions les figures du maquis, pour détaler à la première occasion de dire non.
Pas plus que pour l'industrie micro-électronique, l'autre saloperie de la vallée du Grésivaudan (rive droite), nous ne voulons d'usines de PVC ni ici, ni ailleurs. Solidaires des Asiatiques qui récupèrent les fabriques de semi-conducteurs et nos déchets électroniques toxiques, nous refusons la mondialisation du saccage, comme nous refusons les projets de « développement économique » qui détruisent nos territoires. Ayant combattu les Jeux olympiques à Grenoble ou Annecy en 2018, nous avons, c'est vrai, refusé les milliers d'emplois promis par les élus et les *retombées* dont nous aurions nous-mêmes profité. Dénonçant le chantier monstrueux du TGV Lyon-Turin et le transport massif de marchandises à travers l'Europe, nous refusons les postes ainsi assurés. Il y a des sales boulots. Et les crimes de la société industrielle *aussi* sont commis par ceux qui ne font « que leur boulot ».
La réalité s'impose à nous comme aux ouvriers de la chimie. Le désastre s'étend à toute la planète et il n'est pas jusqu'aux ours polaires qui ne consomment leur dose de mercure. Pendant que les syndicats réclament de l'emploi et du *pouvoir d'achat*, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) prévient : c'est un changement radical qu'il faudrait opérer pour espérer limiter la hausse des températures à + 2° d'ici 2100. La sixième extinction des espèces se poursuit cependant que la CGT Chimie rabâche : *« les industries chimiques sont indispensables à nos besoins quotidiens. Sans exagérer, leur disparition nous ramènerait à l'âge des cavernes. Les salariés des industries chimiques ne sont donc pas des pollueurs, mais des industriels dont l'activité est indispensable au maintien de notre société telle que nous la connaissons* [34] ».
On ne saurait mieux dire. Ou plutôt si ; c'est une habitante de Jarrie, interrogée après la catastrophe d'AZF sur sa vie à proximité d'une bombe chimique, qui dit mieux : *« Nous sommes dans une société fataliste et égoïste. Le progrès avance, il faut bien avancer avec. Ou alors il faut avoir le courage de dire stop. Mais est-ce que demain, on pourrait vivre sans télévision, sans machine à laver, sans voiture… c'est quand même ça la chimie* [35] ». Tirer des conséquences, c'est répondre à cette question. C'est faire l'inventaire de nos besoins réels pour vivre sans mourir du travail et préserver ce qui peut l'être de la Terre. Raser les usines du Grésivaudan rendrait cette « vallée étincelante » (Vidal de la Blache) à sa

[34] *La Voix des industries chimiques*, CGT, février 2012.
[35] *L'Essentiel de Grenoble*, 10/10/01.

« REINDUSTRIALISONS » :

QUAND "LA-BAS SI J'Y SUIS" DEFEND LE CANCER FRANÇAIS

En campagne pour Jean-Luc Mélenchon, l'émission *Là-bas si j'y suis* de Daniel Mermet sur France Inter diffusait, mercredi 4 et jeudi 5 avril 2012, un reportage de François Ruffin intitulé « Arkema et les vautours ». Où l'on apprend que le premier groupe chimique français s'apprête à céder, pour un euro symbolique, son « pôle vinylique » et les 2 000 salariés qui vont avec, à un financier américain. Et François Ruffin d'accompagner les syndicalistes d'Arkema dans les QG de campagne des candidats à la présidentielle pour les « interpeller » sur ce scandale économique, et pour défendre l'idée en vogue dans cette campagne : la réindustrialisation de la France.
Pas un mot, durant ces deux émissions, sur l'activité du pôle vinylique d'Arkema et sur cette production qu'il s'agit de maintenir française. L'emploi n'a pas d'odeur, pas même celle du chlore qui sert à produire le chlorure de vinyle. Le chlorure de vinyle ? C'est un message, laissé sur le répondeur de l'émission ce jeudi 5 avril, qui renseigne l'auditoire :

« Merci à François Ruffin pour ce reportage intéressant, mais il me semble utile d'ajouter un complément d'information, pour préciser ce que fabrique le pôle vinylique d'Arkema. Celui-ci produit du chlorure de vinyle, connu par le grand public sous le nom de PVC. Le PVC est un produit classé cancérigène par l'Union européenne et par le Centre international de recherche sur le cancer. Il est notamment en cause dans l'apparition de cancers du foie. Il présente aussi des caractères mutagènes et reprotoxiques. Ceci concerne bien sûr les travailleurs des usines chimiques, dont beaucoup, en France ou aux Etats-Unis notamment, souffrent de cancer du foie, mais aussi tous ceux qui sont exposés à la pollution, entre autres par l'eau de boisson, à cause des déchets du PVC. On peut lire à ce sujet la note éditée par l'Ineris (Institut national de l'environnement industriel et des risques) sur le chlorure de vinyle.
Le PVC est souvent associé aux phtalates pour rendre le plastique souple – pour les jouets ou nombre de produits de consommation courante. Les phtalates sont cancérigènes, mutagènes et responsables d'anomalies de la reproduction masculine.
Enfin l'incinération du PVC génère des dioxines, qui rendent malades et tuent les voisins des incinérateurs, comme à Gilly-sur-Isère en Savoie, ou près de Besançon – y compris avec des incinérateurs de nouvelle génération.
C'est cela, aussi, que défendent les salariés d'Arkema, et qui n'était pas mentionné dans le reportage. »

Ayant diffusé ce message à l'antenne, Daniel Mermet juge utile de le faire suivre d'un autre message d'auditeur qui vante, lui, *« le savoir-faire et la dignité »* de ces ouvriers menacés de délocalisation. Le producteur enchaîne sur *« l'essentiel, l'essentiel (rire), qui est évidemment l'emploi et le chômage et la destruction de l'industrie dans ce pays, la désindustrialisation qui* […] *est l'essentiel dans cette campagne »*.

Bref, produisons des cancers français. Pour l'emploi, produisons du nucléaire français, des OGM français, des pesticides français, des nanotechnologies françaises. Ça tombe bien, Arkema est leader dans la fabrication des nanotubes de carbone, sous la marque GraphiStrength, avec son unité de production des Pyrénées-Atlantiques d'une capacité de 400 tonnes par an. Les nanotubes de carbone sont ces nanoparticules dont les effets sur les poumons rappellent ceux de l'amiante. Mais pour les syndicalistes comme pour les partisans du Front de Gauche et *Là-bas si j'y suis*, « l'essentiel, c'est l'emploi », autrement dit : « Nos emplois valent plus que nos vies ».
C'est ça, leur prétendue « planification écologique ». Quant à nous, libertaires et luddites, nous disons : brisons les machines à produire le cancer.

Pièces et main d'œuvre,
Grenoble, le 6 avril 2012

réglementation et des syndicats responsables, qu'en Chine. On sait à quel point les 100 000 victimes d'Hiroshima et de Nagasaki furent soulagées d'être tuées par une bombe atomique démocratique, due aux vertueux chercheurs et industriels américains, plutôt qu'aux mauvais nazis.
Rappelons que la France est ce pays qui a autorisé l'amiante 90 ans durant, sous le sceau d'une bonne réglementation – certifiée par les plus hautes autorités scientifiques – et avec le concours des syndicats les plus responsables, CGT et CFDT, au sein du Comité permanent amiante. Lesquels ont sans doute considéré avec mépris ce représentant de FO hostile à leur complicité : *« Toutes les opérations destinées à expliquer que l'amiante est irremplaçable ne pourront rien contre le fait que même en employant des précautions draconiennes lors de son utilisation, c'est un matériau qui est, et reste la cause de nombreuses maladies et de nombreux décès.* [...] *pourquoi un Comité Permanent de l'Amiante ? Demain on nous demandera peut-être de participer à un Comité Permanent du Chlorure de Vinyle, du Benzène ou tout autre produit cancérigène* [32] *»*. Tiens, c'est une idée, un Comité permanent du chlorure de vinyle. On devrait la proposer à Arkema.

L'encadrement des nuisances, que les cégétistes de la chimie réclament à la grande fierté de leurs souteneurs (« voyez comme ils sont responsables ! »), chacun peut en juger sur pièces. Des dizaines de commissions, d'agences, de comités, d'Etat ou européens, réunissent les experts chargés de fixer les taux d'empoisonnement acceptables – en mercure, en becquerels, en nitrates, en nanoparticules, en rayonnement électro-magnétiques, etc., mais sans jamais considérer le *cocktail* de tous ces poisons – de les adapter aux niveaux de contamination irréversible constatés ou aux besoins de l'industrie. Voyez ce rapport de la DRIRE (Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement) chez STMicroelectronics à Crolles, en face de Brignoud, en mars 2003 : *« La société STMicroélectronics qui utilise des chaudières à tubes de fumée alimentées au gaz naturel* […], *souhaite que les normes fixées en NOx par l'arrêté préfectoral du 08.10.01 soient revues compte tenu des difficultés à respecter la norme fixée (100 mg/Nm^3).* […] *les valeurs limite d'émission en NOx peuvent être fixées à 120 mg/Nm(gaz naturel) et 200 mg/Nm^3 (FOD) »*. Syndicats, patrons, experts : tous jouent leur rôle dans ce simulacre. Les syndicalistes qui encouragent la démarche *durable* de leur boîte marchandent nos conditions de survie, calculant le prix de l'eau potable, de l'air respirable, des sols non pollués, en véritables *« courtiers de l'assujettissement à l'économie* [33] *»*. Il y a de quoi être fiers, en effet.

[32] Déclaration du représentant de Force Ouvrière au conseil d'administration de l'INRS, le 22 mai 1986, citée in « Militer pour le statu quo. Le comité permanent amiante ou l'imposition réussie d'un consensus », Emmanuel Henry, *Politix*, n°70, 2005.
[33] Encyclopédie des Nuisances, *Adresse à tous ceux qui ne veulent pas gérer les nuisances mais les supprimer*, (1990), éditions Le monde à l'envers, 2011.

an mal an, c'est près de 28 millions de francs par an de taxe professionnelle pour la commune. On ne peut pas rester indifférent [27]*».* Au moins les cancéreux, les victimes de troubles neurologiques, les pêcheurs et les amateurs de rivières sauvages connaissent-ils le prix de leurs malheurs.

Les gestionnaires de la survie

Si l'on a pris la peine de rappeler des vérités égrenées à longueur d'année par la presse régionale, c'est que le saccage de nos vies par la société industrielle s'accompagne d'un déni criminel, entretenu par le parti industriel – chercheurs, entrepreneurs, élus locaux, techniciens, syndicalistes et leurs propagandistes – qui pense pouvoir longtemps encore défier la réalité et dissimuler sa culpabilité.
Il faut croire que tirer des conséquences demande plus de courage que de manipuler du chlorure de vinyle. En 2001, alors que vient d'éclater à AZF l'évidence que la chimie empoisonne, tue et concourt à une croissance mortifère, à quoi songe le secrétaire de la CGT d'Atofina Jarrie ? À changer de vie ? À dénoncer cette folie ? Jean-Pierre Walter, nous apprend *Le Daubé, « prend garde à ne pas apporter des arguments à ceux qui mènent aujourd'hui "une campagne de dénigrement de l'industrie chimique"* [28] *».* Ce qui fait dire à un élu écologiste local : *« Les syndicats ont adopté une attitude assez paradoxale. En interne, ils se battent pour la sécurité des salariés, mais quand leur entreprise est critiquée à l'extérieur, ils sont les premiers à monter au créneau, derrière le patron, pour la défendre* [29] *».* Ici, nul paradoxe : les syndicats, comme le montre tout ce qui précède, défendent l'emploi et l'industrie. Ils sont d'ailleurs aussi proches de leurs patrons face à l'adversité, que du pouvoir politique qui impose les nuisances au prétexte de la croissance et de l'emploi. C'est avec le même chantage que le lobby industriel combat la réglementation européenne REACH [30] – pourtant bien timide – sur les substances chimiques. *« Menaces de délocalisations, coupes claires dans les effectifs, perte de chiffre d'affaires et de rentabilité, abandon de certaines productions* (…) *Ces arguments ont fait mouche puisque le secteur a obtenu plusieurs concessions. Certains produits, comme les polymères* (…) *ont été sortis du dispositif* [31] *».*

Aussi bien la CGT, le Front de Gauche et leurs souteneurs rejoignent-ils le techno-gratin grenoblois et le maire PS-CEA Michel Destot, leurs alliés du parti industriel, pour rassurer les foules : mieux vaut fabriquer des poisons (nanoparticules ou PVC) en France, une démocratie avec une bonne

[27] *Le Daubé*, 29/08/02.
[28] *Le Monde*, 3/10/01.
[29] *Objectif Rhône-Alpes*, novembre 2001.
[30] *Registration, evaluation and authorisation of chemicals* (enregistrement, évaluation et autorisation des produits chimiques).
[31] *Le Figaro*, 17/11/05.

DEFENSE DU CANCER FRANÇAIS : SEQUELLES

Vendredi 6 avril 2012, nous avons publié un texte intitulé *« Réindustrialisons » : quand* Là-bas si j'y suis *défend le cancer français* [1]. Celui-ci pointait l'angle mort d'un reportage consacré à la cession du pôle vinylique d'Arkema à un *« vautour »* américain : l'absence de toute mention du caractère homicide de la production de ce pôle. Cette lacune étant évidemment liée aux positions politiques du producteur, du journaliste et des intervenants de cette émission, qu'on n'insultera pas en disant que, syndicalistes, militants du Front de gauche ou journalistes engagés, ils font actuellement la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon. On n'étonnera non plus personne – ni eux-mêmes – en rappelant que le Parti communiste, le Parti de gauche, la CGT et *Là-bas si j'y suis* soutiennent le parti de l'industrie et de l'emploi à tout prix.

De toutes les réactions suscitées par notre texte, nous avons choisi de répondre à celle qui nous paraissait la plus poignante et la plus instructive, celle peut-être qui permet pour une fois d'aller au vif du sujet. Ce message d'un syndicaliste ouvrier nous est parvenu indirectement, via une liste de discussion du Front de gauche. Nous préservons l'anonymat de son auteur.

« Aux libertaires et luddites qui écrivent "Mais pour les syndicalistes comme pour les partisans du Front de Gauche et Là-bas si j'y suis, 'l'essentiel, c'est l'emploi', autrement dit : 'Nos emplois valent plus que nos vies'."
Je suis syndicaliste CGT mais avant tout un homme et j'ai envie de vous hurler à la figure les 52 morts de la polymérisation du CVM (et pas du PVC soyez précis !!!), les dizaines de morts du rein et de la vessie, les morts de l'amiante de l'usine Atofina Brignoud
que ces camarades ont bien été assassinés non pas au nom de l'emploi mais au nom du seul profit capitaliste
vous hurler que les salariés qui sont en ligne ne sont pas des kamikazes ils ont été gazés par des patrons qui savaient le danger vous hurler qu'une fibre d'amiante suffit qu'un seul ppm de gaz suffit pour donner la mort !!!
vous hurler que l'amiante comme la polymérisation du CVM tuent à retardement 30 à 40 ans après l'exposition

[1] Sur < www.piecesetmaindoeuvre.com >.

alors comment pouvez-vous reprocher à ceux qui meurent aujourd'hui, 30 ans après leur exposition, d'avoir feint d'ignorer le danger afin de préserver leur emploi

Savez-vous seulement libertaires et luddites notre impuissance non pas à sauver nos emplois mais notre combat pour faire reconnaître nos expositions, classer nos sites, et que nos veuves et enfants aient une juste compensation
connaissez-vous seulement la peur qui plane sur nos têtes à chaque visite médicale
savez-vous seulement la peur de l'annonce de la maladie (amiante ou cancer du foie), la peur de mourir asphyxié (amiante), la peur de mourir en pourrissant de l'intérieur (angiosarcome du foie)

savez-vous seulement, bien penseur de PMO ce qu'est mourir du cancer du CVM, de l'amiante et autres saloperies que nous avons respiré
savez-vous seulement la gifle que nous ressentons lorsqu'un de nos camarades est touché… ***le dernier… Jacques… est parti il y a 15 jours !!***
Que connais-tu de nos souffrances et de celles de nos familles devant notre agonie
à vous libertaires et luddites je dis faîte-vous connaître prenez une part active dans notre combat pour la vie et luttez pour que nos usines continuent à produire en préservant la santé de ses salariés et des populations environnantes
Nos vies comme ***les vôtres*** *dépendent du* ***succès*** *de nos luttes actuelles*
Aidez-nous à briser les conditions de travail qui produisent les cancers
Aidez-nous dans notre lutte devant le Tribunal Administratif de Grenoble pour qu'enfin le site d'Atofina Brignoud soit classé Amiante
Aidez-nous devant les tribunaux à chaque comparution de famille d'Atofina Brignoud réclamant justice ou bien Respectez nous !! *»*

Si ce message apporte une confirmation, c'est bien que le PVC (même nommé chlorure de vinyle monomère) tue. Il tue même plus encore que ce que nous avions écrit, à l'usine Atofina de Brignoud (aujourd'hui Arkema), dans la cuvette grenobloise. Il tue atrocement. Et il est aussi assassin que nombre de produits dont nous gratifient les 19 sites Seveso de l'agglomération, et l'industrie en général. Qu'elle soit chimique, nucléaire, automobile, agro-alimentaire ou électronique. Ces assassinats concluant d'ailleurs des existences entières privées de vie, dans l'enfermement de l'usine.
Aux chiffres que fournit notre interlocuteur concernant les travailleurs, il faut ajouter les morts invisibles, jamais additionnées, des riverains et de toutes les victimes d'un environnement empoisonné (eau, air, sols, alimentation). Ceux-là ne sont pas même payés, tout juste ont-ils la satisfaction de contribuer à l'augmentation du PIB et de la croissance.

du toluène di-isocyanate (hautement cancérigène) ait versé sur la rocade : *« Les produits chimiques, le risque d'explosion ou d'émanations, je préfère pas trop savoir* […]. *Si on réfléchit trop, on ne vit plus* [22] *»*. C'est d'ailleurs tout ce que vous demandent l'industrie chimique et le parti industriel.

Arkema Jarrie est l'un des six sites français autorisés à rejeter du mercure, à hauteur de 50 à 60 kg par an dans l'air, de 20 à 30 kg par an dans l'eau [23]. Ici, une pause. On lance des chiffres, des noms de substances, de quoi parle-t-on ? Le mercure est neurotoxique et reprotoxique. Il doit son aura d'épouvante à l'expérience *in vivo* conduite sur la population de Minamata, au Japon, dans les années 1950. Les habitants de cette baie, nourris de leur pêche, furent intoxiqués par les poissons truffés du mercure de l'usine chimique voisine. On estime à 25 000 les victimes de ce qui se nomme depuis la « maladie de Minamata » : enfants nés handicapés, adultes victimes de perte du sens tactile, de rétrécissement du champ visuel, de convulsions, de paralysie [24]. La littérature regorge aujourd'hui d'études attestant la corrélation entre l'exposition au mercure, même à faibles doses, et des troubles neurologiques tels que la sclérose en plaque, la sclérose latérale amyotrophique, l'autisme et la maladie d'Alzheimer [25]. Les permis de polluer délivrés à Arkema sont des permis d'empoisonner. Au point que les relevés effectués à Jarrie par France Nature Environnement en 2008, indiquant des taux de mercure au-dessus des normes, semblent dérisoires. Qu'importe qu'Arkema rejette plus qu'autorisé, quand il crache en toute légalité jusqu'à 90 kg de mercure dans la nature, année après année.
En vérité, Arkema fait à peu près ce qu'il veut. Pas un trimestre sans que l'Institut des risques majeurs de Grenoble ne signale une fuite à Jarrie. Chlore, dichloroéthane, acide chlorydrique, chlorate de sodium. Les communiqués répétés de l'usine garantissant l'absence *« d'impact sur la faune et la flore de la Romanche »* prouvent que l'industrie chimique crée aussi des emplois dans la communication.

Bien sûr, les salariés meurent chez Atofina/Arkema Jarrie. De l'amiante, du benzène. Les données épidémiologiques relèvent des cas de cancers doublés chez les ouvriers. Il faut fermer Arkema Jarrie.
Mais *« ce site rapporte beaucoup d'argent à la commune, jamais Jarrie ne se serait développée comme ça. Et vous avez vu Haute Jarrie ? Les terrains valent de l'or. Les constructions, villas, piscines, se multiplient »*, lâche un ancien conseiller municipal [26]. Et le maire-adjoint de préciser : « *L'usine de Jarrie, bon*

[22] *Le Daubé*, 14/12/01.
[23] *Grenoble & Moi*, 12/02/09.
[24] *Le Monde*, 29/03/05.
[25] Cf. M. Grosman, R. Lenglet, *Menace sur nos neurones*, éditions Actes sud, 2011.
[26] *L'Essentiel de Grenoble et de l'Isère* 10/10/01.

fermeture de l'usine, ce que je ne veux pas [19] ». Nos emplois valent plus que nos vies.

Brignoud n'est pas l'exception, mais la règle. À Saint-Auban (Alpes de Haute-Provence), l'usine de chlore et de PVC d'Arkema a été condamnée en mars 2012 pour pollution de la nappe phréatique et des eaux piscicoles et pour abandon de déchets. Il a fallu sept ans pour mener l'instruction : le procureur de Digne, saisi dans un premier temps, a renoncé face au chantage à l'emploi du chimiste, appuyé par le préfet. C'est Isabelle Prévot-Desprez, la juge de Nanterre, qui a finalement condamné Arkema pour ses rejets de solvants chlorés et de mercure. Ces pollutions, parfois anciennes, n'avaient jamais soulevé d'objection. *« Pendant les années 50, l'usine était propriétaire de l'ensemble des bâtiments de la cité, et assurait l'entretien de la voirie et des espaces verts. Elle finançait le fonctionnement de l'école, des soins infirmiers et de l'église. Aujourd'hui l'usine s'est en partie désengagée de la commune, mais elle reste au centre de l'organisation de la vie locale. De plus, elle constitue le deuxième employeur des Alpes de Haute-Provence, et verse aux communes alentour l'une des taxes professionnelles les plus élevées du département. Dans ce contexte, il a longtemps été impensable à la population locale et aux collectivités de remettre en question les pratiques de l'usine* [20] ». C'est sur cette même corruption que s'établissent les centrales nucléaires. Nos emplois valent plus que nos vies.

Le prix du ravage

Même soumission, même compromission dans la cuvette grenobloise. À quelques kilomètres de Brignoud, au sud de Grenoble, le site Arkema de Jarrie provoque des effets similaires sur l'environnement et la dignité des habitants. Jarrie, c'est la plus grosse unité de production d'eau oxygénée du monde. On y fabrique les pires composants chimiques (chlore, soude, javel, chlorure de méthyle, etc.). L'usine a longtemps été, avec sa voisine de Rhodia à Pont-de-Claix, un important producteur de PCB. Les PCB, vous savez ? ce sont ces toxiques classés parmi les « Douze salopards », les douze plus dangereux pour l'homme, qui continuent à nous empoisonner des années après leur interdiction, et qui empêchent la consommation des poissons du Rhône pour des décennies. On a beaucoup craché sur Monsanto, la multinationale américaine coupable d'empoisonnements aux PCB [21]. À Jarrie, où l'on est passé des PCB au chlore, on regarde ailleurs. Comme disent les riverains après qu'un camion transportant

[19] *Le Daubé*, 24/06/02.
[20] *Évolution du site Arkema de Saint-Auban : restructuration ou métamorphose ?* Note stratégique, Agathe Grossmith, Institut supérieur d'ingénierie et de gestion de l'environnement, 2006.
[21] Cf. *Le monde selon Monsanto*, documentaire de Marie-Monique Robin, 2008.

Soyons précis, comme dit notre syndicaliste : on sait depuis 1906 que l'amiante est dangereuse. Celle-ci a été totalement interdite en France en 1996. Neuf décennies d'assassinat industriel. Les patrons n'étaient pas les seuls à savoir le danger. Si les ouvriers de 1906 l'ignoraient, ceux de 1976 et de 1986 le savaient. C'étaient « les risques du métier ». Comme la silicose des mineurs ou les cancers des intérimaires du nucléaire. Comme aujourd'hui la maladie de Parkinson des paysans qui continuent de répandre des pesticides. Qui défend le monstrueux chantier du TGV Lyon-Turin, avec ses millions de mètres cubes d'amiante et de poussières radioactives à extraire de la montagne, sinon la CGT ? Puisque c'est bon pour l'emploi.

Ce n'est pas le seul profit capitaliste qui a assassiné des générations d'ouvriers, mais la société industrielle, et le parti industriel – scientifiques, patrons, ouvriers et techniciens confondus. Un parti qui s'enkyste dans le déni, y compris face à la réalité la plus brutale. Voyez les travailleurs de Fessenheim applaudissant aux promesses de Sarkozy de prolonger leur centrale, un an après la catastrophe de Fukushima.

À toi, syndicaliste, nous disons : encore un effort dans le combat pour la vie. Vous, qui mourez en première ligne, encore un effort de cohérence pour tirer les conséquences de ce que vous savez. Le chlorure de vinyle tue ? Supprimons-le. Même communiste, autogéré, verdi, responsable, durable et citoyen, il n'y a pas de PVC propre et il ne peut pas y en avoir. Parce que nous sommes cohérents et que nous tirons des conséquences, nous refusons le PVC, quels que soient ses usages : le prix à payer est trop cher. Et ce qui vaut pour le PVC vaut pour toutes les saloperies industrielles et nuisibles.
Justement parce qu'on vous respecte, on trouve indigne de vous voir réclamer *« une juste compensation »* à ce qui n'a pas de prix, la vie d'un homme. Respectez-vous vous-mêmes.

Savez-vous seulement à quoi ont renoncé ceux qui depuis des décennies font la grève perpétuelle ? Ceux qui ont refusé de plier, d'entrer en usine ou au bureau, de prendre des crédits, de faire 2,1 enfants, d'acheter un pavillon, une bagnole, une télé, des téléphones portables, de revendiquer du « pouvoir d'achat ». Ceux que vous nommez « marginaux », qui subissent les diktats du parti industriel et qui tâchent, à la mesure de leur faiblesse et de leur imagination, de ménager le peu de vivant que vous n'avez pas encore détruit. Ceux que vous n'avez pas eu le cran d'imiter, parce que, tout de même, une vie entière volontairement sous le seuil de pauvreté, c'était pas votre choix.

Pour nous, luddites, il y a plus de décence à tâcher d'être maîtres de son existence et de son travail – quitte à vivre de peu – qu'à se soumettre à la machine destructrice et à mendier des conditions d'esclavage supportables. En

fin de compte, une société luddite lèguerait aux fameuses « générations futures » une Terre en meilleur état que la société industrielle. Mais bien sûr, cela irait contre « le sens de l'Histoire ».

Pour finir, syndicaliste, tu es bien hardi de nous croire ignorants du cancer et de ses horreurs. Grâce à ton activité et à celle de tes collègues, c'est en réalité aujourd'hui l'une des choses du monde les mieux partagées.

Pièces et main d'œuvre,
Grenoble, le 10 avril 2012

Rectificatif - Après diffusion de ce texte, le syndicaliste cité nous informe qu'il s'est trompé en tapant le nombre de morts du CVM à Brignoud : il faut lire 32 morts et non 52.

Victoire syndicale que cette *« juste compensation »* pour les salariés malades – mais combien vaut un foie ? un rein ? une vessie ? – obtenue après de longs marchandages pour calculer ce qui n'a pas de prix. Puisque c'est le rôle du syndicat que de défendre les intérêts matériels *immédiats* de la classe ouvrière. D'abord le salaire, pour la santé – la vie – on verra plus tard. *« Nous avons dû lutter afin qu'ils prennent en charge les maladies professionnelles et à présent nous devons lutter encore et encore pour que notre usine ne ferme pas »*, dit Michel Bianchi, délégué CGT de l'usine en 2003 [16]. Logique tordue : puisque l'usine nous tue, il ne faut pas la fermer. Une autre façon de dire : nos emplois valent plus que nos vies – à condition d'être indemnisés.

Omerta sur le mercure

Ce n'est pas la maladie mortelle qui inquiète les salariés de Brignoud, soutenus dans leur lutte contre la fermeture par la sénatrice communiste Annie David, la députée européenne LCR Roselyne Vacchetta, le député PS François Brottes. Alors que le groupe Arkema s'apprête à liquider l'usine, les militants CGT se lamentent : *« Il y en aura pour se dire que notre disparition fera un site classé Seveso de moins »*, dit Jean-Louis d'Onofrio [17]. *« Sans l'avouer ouvertement, la fermeture d'un site classé Seveso est pain béni pour tout le monde »*, ajoute un leader CGT [18].

Dommage, les syndicalistes n'expliquent pas pourquoi la fermeture de leur usine serait « pain béni pour tout le monde ». Voyons du côté de l'environnement, peut-être. D'après le Système d'information sur l'eau du bassin Rhône-Méditerranée, Atofina Brignoud est responsable de la pollution de l'Isère en phénol, et de la contamination du sol en mercure. De son côté, la base de données du ministère de l'environnement sur les sols pollués nous apprend en 2008, quatre ans après la fermeture, la *« découverte d'une pollution historique au mercure »* ayant entraîné un arrêté d'urgence en août 1999. Depuis, la protection a consisté à bâcher le site, à ajouter de la terre et à rebâcher. 5 323 m^3 de terre ont été stockés, le site clôturé avec interdiction d'accès. Les eaux souterraines font, nous dit-on, l'objet d'une surveillance.

Voilà pour l'empoisonnement quotidien du milieu, sur la rive gauche de l'Isère, des décennies durant. Quant aux risques liés à l'usine chimique, même la catastrophe d'AZF ne trouble pas les habitants. Tout juste une mère de famille, nouvelle dans le village, s'inquiète-t-elle de la création d'une crèche à 400 mètres de l'usine : *« Les gens ont peur d'en parler. Ils se disent : "On espère qu'un accident ne va pas arriver". Certains ont peur qu'on demande la*

[16] *Le Daubé*, 10/01/03.
[17] *Idem*.
[18] *Le Daubé*, 15/12/02.

ce *pouvoir d'achat* qui ligote les salariés à leur emploi, quelles que soient ses horreurs. Désertons les rayons de la consommation de masse, si nous voulons quelque autonomie.

Mon foie pour un emploi

On ne refera pas ici l'histoire de la chimie grenobloise depuis l'invention de la « houille blanche », détaillée en maintes occasions [11]. Qu'il suffise de rappeler que, du gaz moutarde pour la Première guerre mondiale aux pesticides épandus dans les champs, les nappes phréatiques et les assiettes, l'industrie locale a de longue date collaboré à la guerre au vivant, sous les noms de Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Rhodia, Atochem, Atofina ou Arkema. Voici longtemps qu'à Grenoble comme ailleurs, la croissance n'a pas d'odeur.
Longtemps aussi que l'on sait, grâce aux premiers opposants à l'empoisonnement industriel, que *« les produits chimiques ne menacent plus simplement les ouvriers qui les fabriquent, mais tout le monde, même les bébés à naître* [12] *»*. Fournissant aux neurotechnologues de Clinatec des cohortes de malades de Parkinson éligibles à leurs implants cérébraux électroniques [13], et à l'industrie du cancer des *débouchés* infinis.

Dans les années 1960, l'usine Atofina de Brignoud se spécialise dans le chlorure de vinyle monomère. Celui-là même qu'Arkema veut aujourd'hui fourguer au groupe Klesch, au grand dam de la CGT et de ses souteneurs. Le site en produit jusqu'en 2004. Il faut attendre l'annonce de sa fermeture, en 2002, pour en découvrir l'horreur sanitaire et environnementale, le honteux secret protégé par tous ceux qui en « *vivent* », comme on dit. L'emploi exige de mourir et de saccager la rive gauche du Grésivaudan en toute discrétion ? Tous, ou presque, s'y plient. Mais menacez de licencier : c'est le déballage. *«* [Notre usine] *a fait vivre toute la rive gauche depuis 150 ans, avec d'autres entreprises industrielles classiques. Nous avons donné et encore donné. Nous avons enterré un collègue mort du cancer du foie voici pas si longtemps. Dans nos métiers, on attrape le cancer du foie »*, lâche Jean-Louis d'Onofrio, militant CGT [14]. Vous avez noté ? Cette évidence énoncée platement. Le cancer inscrit sur le contrat de travail en somme, connu de toute la profession, pour ne pas dire admis. C'est sans protester que les salariés d'Arkema reçoivent de leur patron, comme le veut la loi, leur « *attestation d'exposition* » pour permettre un suivi post-professionnel et, éventuellement, une indemnisation de leur maladie professionnelle [15].

[11] Cf. notamment *Le laboratoire grenoblois*, 2002, sur < www.piecesetmaindoeuvre.com >.
[12] Rachel Carson, *Le printemps silencieux*, Livre de poche, 1968.
[13] Cf. F. Gaillard et Pièces et main d'œuvre, *L'industrie de la contrainte*, éditions L'Echappée, 2011.
[14] *Le Daubé*, 29/11/02.
[15] *Le Daubé*, 9/11/05.

LE CANCER DE L'INDUSTRIE
SYNDICALISME ET CHIMIOTHERAPIE

Nous devons une autocritique et des excuses à nos lecteurs : nous avons commis un crime de lèse-prolétariat. Dans deux libelles récents sur la défense du cancer français [2], nous nous sommes permis, avec notre arrogance d'intellectuels et de déserteurs coupés des masses, d'attaquer l'emploi, la croissance et le PVC, un magnifique produit universellement répandu dans les objets de notre vie quotidienne ; et si précieux pour les salariés, les consommateurs, leurs familles – et bien sûr l'industrie du cancer.
Heureusement, la classe ouvrière, comme toutes les catégories opprimées, a des ventriloques, des souteneurs qui savent la faire parler et parler en son nom : hauts-parleurs du Front de Gauche, hauts-parleurs médiatiques, stratèges du *« Retour à l'usine »* et de *« L'industrie, socle de la puissance »* (*Le Monde diplomatique*, mars 2012). Leur discours ? Les ouvriers n'ont pas le choix, ce sont des victimes, en particulier du chômage de masse et de la précarité, des irresponsables, il est indécent de leur parler des nuisances de leur activité salariée sans leur proposer d'alternative. Les souteneurs font leur pelote sur le dos de leurs protégés et de leur cause qu'ils prostituent, c'est la règle.
Parce que nous voulons conserver une autre idée de la classe ouvrière, parce que nous croyons ses membres doués de libre-arbitre, de dignité, de volonté (qu'ils savent manifester pour défendre les pires secteurs d'activité), de capacité de révolte et d'aspiration à l'autonomie, nous leur faisons crédit d'une responsabilité qu'ils doivent assumer. Beaucoup ont déserté *la boîte*, plutôt que de collaborer. Nous nous reconnaissons dans ceux-là, dans cette désertion à la fois morale et politique. Il ne manque que le nombre pour que cela crève les yeux des plus aveugles souteneurs.

Dans ces pages, nous rendons au PVC et à ses apologistes tout ce qui leur appartient. À vrai dire, nous n'avons pas cessé de le faire depuis 2002 – date du transfert du phosgène de Toulouse à Grenoble, après l'explosion d'AZF [3]. Dans un fielleux pamphlet de 2004, consacré à la fermeture de l'usine Atofina de Brignoud (*Du crabe dans l'Isère*), nous disions déjà : *« quoi qu'on fasse avec du PVC, ça ne vaut pas le foie d'un homme »* [4]. On voit que nous sommes endurcis

[2] Cf. « *Réindustrialisons » : quand* Là-bas si j'y suis *défend le cancer français*, et *Défense du cancer français : séquelles*, Pièces et main d'œuvre, avril 2012, sur < www.piecesetmaindoeuvre.com >.
[3] Cf. *Nuisances, incivilités ça suffit ! Pour en finir avec l'insécurité*, 2002, < www.piecesetmaindoeuvre.com >.
[4] *Du crabe dans l'Isère*, Simples citoyens, 2004, sur < www.piecesetmaindoeuvre.com >.

dans la calomnie, jusqu'à nos plus récentes dénonciations des nanotubes de carbone – produits par Arkema – qui préparent la prochaine vague de cancers. Logique, puisque le cancer et les maladies neurodégénératives sont le produit de la société industrielle que nous combattons, entre autres pour ce motif.

Pour Votre Cancer : le PVC

Le PVC est partout : dans la construction (canalisations, huisseries, revêtements de sols, décoration), l'automobile, les accessoires médicaux, les emballages, les produits de consommation (jouets, vêtements, cartes de crédit). Depuis le début de sa fabrication industrielle dans les années 1930 par Union Carbide (souvenez-vous, Bhopal 1984), sa production ne cesse de croître, jusqu'à 30 millions de tonnes par an aujourd'hui [5]. Ce qui signifie que l'on consomme toujours plus – de bagnoles, de fenêtres *en plastique*, de jeux *en plastique*, de bouffe industrielle *sous plastique*, etc. Comme le dit la CGT : *« Il faut augmenter les salaires, les pensions, les minima sociaux pour accroître le pouvoir d'achat et la consommation des ménages, principal moteur de l'activité économique* [6] *»*. C'est-à-dire poursuivre la fuite en avant mortifère qui détruit les ressources naturelles, le climat, le vivant, notre santé physique et mentale – ce que le parti industriel nomme « croissance ». Il y va des 530 000 emplois et 72 milliards d'euros de chiffre d'affaires du PVC – notamment d'Arkema – en Europe [7] et rares sont ceux qui osent penser que ces emplois-là devraient être supprimés. Non pas *délocalisés*, mais supprimés.

Le PVC, c'est le paradigme de l'horreur chimique. Tout au long de son cycle de vie, il empoisonne et tue. Fabriqué à partir de chlore (la moitié du chlore produit en France sert à la fabrication de chlorure de vinyle monomère, le gaz utilisé pour la synthèse du PVC) [8], il contient en outre des additifs pour le stabiliser, le rendre flexible, lui conférer des propriétés mécaniques : phtalates, plomb, cadmium entre autres. Le chlorure de vinyle monomère est classé « cancérogène certain pour l'homme » par le Centre international de recherche sur le cancer, il est un facteur avéré de l'angiosarcome hépatique (cancer du foie). Les phtalates sont cancérigènes, mutagènes, perturbateurs endocriniens et responsables d'anomalies de la reproduction masculine. Le plomb et le cadmium, relargués dans les décharges notamment, comptent parmi les métaux lourds les plus dangereux. Lors de son incinération, ou en cas d'incendie, le PVC produit des dioxines, dont nul n'ignore plus les effets sur la santé depuis le massacre de l'incinérateur de Gilly-sur-Isère et ses dizaines de cancers. Selon la Commission

[5] Source : *PVC Info*, < www.pvcinfo.be >.
[6] Communiqué de la CGT, 12/08/11.
[7] Chiffres de 2007.
[8] Source : Ineris, fiche « Chlorure de vinyle », 2006.

européenne, 4,1 millions de tonnes de déchets de PVC ont été produites en Europe pour la seule année 1999 [9].

Éradiquons le chlorure de vinyle

Les bienfaits du PVC profitent autant aux travailleurs qui le produisent qu'aux consommateurs qui l'achètent et aux voisins des uns et des autres. Un syndicaliste nous signale 32 ouvriers morts – à ce jour – de la polymérisation du chlorure de vinyle monomère à l'usine Atofina de Brignoud, et de nombreux malades de cancers. En 2008 et 2009, du chlorure de vinyle monomère était détecté dans les systèmes de distribution d'eau potable de plusieurs départements, le toxique ayant migré des canalisations vers l'eau. Selon l'Institut de veille sanitaire, environ 600 000 personnes en France sont alimentées en eau par des conduites susceptibles de relarguer du chlorure de vinyle monomère et *« une augmentation d'incidence des cancers du foie est actuellement observée* [10] *»*.
Accusé depuis des décennies pour sa toxicité, le PVC est retiré de leurs produits par des marques grand public (Ikea, Lego) sensibles aux *effets d'image* et à la pression de Greenpeace notamment. En Espagne, des dizaines de communes se déclarent « Villes sans PVC », au mépris des travailleurs du secteur.
Pourtant, objectent les industrialistes, *vous êtes bien contents d'utiliser du PVC tous les jours !* Les mêmes nous reprochent nos critiques des technologies, au motif que nous utilisons un ordinateur. Faut-il encore rabâcher que nous critiquons l'informatique *parce que* nous l'utilisons, parce que nous n'avons pas d'autre choix si nous voulons vivre en 2012 parmi nos contemporains – à moins de se réfugier dans la sempiternelle grotte ardéchoise destinée aux « technophobes » – et que précisément, cette absence de choix fait la tyrannie technologique ?
Aussi bien ces *progressistes* auraient-ils ricané voilà 30 ans avec la même hauteur de vue : *vous êtes bien contents d'être isolés grâce à l'amiante !* Variante : *vous êtes bien contents d'être protégés des insectes grâce au DDT !* Après tout, le DDT assurait aussi à l'industrie du chlore des *débouchés* fantastiques, avant d'être interdit. Parfois, quand le scandale risque de compromettre le parti industriel, on ferme les usines de mort et on supprime des emplois. Alors, *Là-bas si j'y suis* envoie ses reporters en Italie se féliciter du procès de l'amiante. On appelle ça *la part du feu*, ou *la pêche aux Verts.*
Soyons conséquents. Éradiquons le chlorure de vinyle (aux angoissés d'une vie sans PVC, Greenpeace propose même son guide « des alternatives »). Passons-nous de la bagnole, de la malbouffe suremballée, des gadgets en plastique pour les petits, des gadgets électroniques pour les grands. Bref, de tout ce qui bouffe

[9] Commission européenne, *Livre vert sur les problèmes environnementaux du PVC*, 2000.
[10] InVS, « Note de position sur le chlorure de vinyle monomère », juillet 2010.